

LEADERSHIP 2015 – ENTENTE CONCLUE

Merci Harvey pour cette présentation. Bienvenue aux délégués et aux invités.

Je suis honoré de m'adresser à vous aujourd'hui sur les terres ancestrales de la Première nation algonquine.

Depuis notre rencontre il y a 12 mois au Leadership 2014, l'année s'est révélée pleine de défis. L'an dernier, nous venons tout juste de terminer notre première journée à la table de négociation centrale pour le personnel enseignant/enseignant suppléant. L'an dernier, après cette première session durant laquelle nous commençons à peine à discuter des enjeux qui pourraient se retrouver à la table centrale, j'ai indiqué que la présente ronde de négociation serait fort difficile. J'ai mentionné que nous allions « nous heurter à des obstacles... et j'ai dit qu'il n'y a rien d'insurmontable. » Et bien, chers consœurs et confrères, je dois admettre que ni moi ni personne d'autre de notre côté de la table à cette première rencontre n'aurions cru qu'il se serait écoulé plus d'une année avant que je puisse me présenter devant vous et vous dire qu'enfin nous avons négocié une entente de principe. Il a fallu 29 jours de frustration à la table de négociation, l'aide de trois différents médiateurs et une année entière pour que finalement l'équipe d'employeurs laisse de côté ses priorités extrémistes sur les droits de gestion et parvienne à une entente... une entente que nous aurions dû conclure il y a plusieurs mois.

Et pendant que nous ressentions toute cette frustration dans le but de réaliser une entente centrale, les unités de négociation de la province étaient exaspérées par l'absence de dates de négociation et par le refus d'entamer la négociation locale. Au printemps, trois districts ont pris les devants dans la lutte pour obtenir des conventions collectives locales justes par un retrait complet des services. Maintenant, je veux prendre une minute pour remercier les membres et les dirigeants de ces districts, notamment Dave Barrowclough, président du District 13, Durham; James Clyde, président du District 3, Rainbow et Mike Bettiol, président du District 19, Peel, pour leur courage et leur ténacité devant les immenses défis ainsi que Dan Maxwell, président du District 25 Ottawa-Carleton et Brad Fisher, président du District 20. Mais bien entendu, pour tenir une grève, il faut bien plus qu'une présidence de district et nous devons aussi reconnaître les membres des exécutifs de ces cinq districts et neuf unités de négociation de même que les négociateurs en chef, les chefs de grève et tous les membres qui se sont également occupés de la coordination de ces moyens de pression. Un retrait complet des services, avec plusieurs centaines voire des milliers de membres sur les piquets de grève à de nombreux emplacements, s'accompagne d'énormes pressions et de défis organisationnels. Nous devons reconnaître tous les dirigeants locaux de ces districts et unités de négociation pour avoir accompli un travail extraordinaire avant, durant et après ces grèves.

Je n'ai pas besoin de rappeler à personne que lorsque ces districts ont exercé des moyens de pression, leur conseil scolaire respectif n'a pas réagi en étant disposé à s'asseoir et à résoudre les différends, même après cinq semaines complètes de débrayage complet. En fait, la réaction des conseils a été tout le contraire. Plutôt que de négocier, ces trois conseils scolaires se sont entendus pour déposer des accusations contre nous auprès de la Commission des relations de travail de l'Ontario. De son côté, le gouvernement, plutôt que de faire preuve de leadership et de s'en prendre aux absurdes retraits d'acquis exigés par les conseils scolaires, a décidé de cibler les droits de nos membres et d'imposer une loi de retour au travail. Quelle semaine

sombre pour la libre négociation collective en Ontario : une loi de retour au travail venant d'une partie de l'équipe d'employeurs et une décision farfelue de la CRTO qui a ignoré la moindre preuve que nous leur avons présentée.

Cette expérience nous a permis de comprendre davantage l'ampleur de la détermination des conseils scolaires à soutirer des acquis de nos conventions collectives et à affaiblir considérablement l'éducation publique en cours de route.

Nous avons vu que ces conseils scolaires étaient prêts à empêcher leurs élèves d'aller en classe pendant des semaines plutôt que d'entamer de véritables négociations. Nous avons vu qu'ils étaient disposés à consacrer beaucoup de temps et d'argent à l'embauche d'avocats et à élaborer un dossier compliqué visant à porter atteinte à notre droit d'avoir recours à des moyens de pression au lieu de tenter de mettre fin à ces moyens de pression grâce à un effort sincère pour en arriver à une entente.

La rigidité de ces trois conseils scolaires traduit directement l'attitude que nous avons vue pendant toute une année à la table centrale. Ils étaient, et je suis absolument convaincu qu'il y en a qui le sont toujours, obsédés par des priorités extrémistes sur les droits de gestion et ils étaient absolument résolus à réduire à néant nos conventions collectives. Ils étaient résolus à saborder les pratiques de négociation justes et transparentes, ils étaient résolus à prendre le contrôle inconditionnel de votre journée et de la manière dont vous accomplissez vos tâches et ils se sont opposés jusqu'au bout à toute apparence de véritables négociations dans leur détermination à obtenir satisfaction.

Mais nous nous sommes finalement tirés d'affaire. Dans les faits, nous avons fait preuve de la même détermination. Au bout du compte, nous avons négocié une entente.

Autant cette année a été des plus frustrantes pour nos membres du personnel enseignant et enseignant suppléant et les dirigeants, autant notre frustration est plus profonde par rapport à la négociation pour le personnel de soutien. À ce jour, nous n'avons eu que cinq jours de négociation pour le personnel de soutien avec le Conseil d'association d'employeurs et pas un seul article n'a été approuvé. Nous avons réalisé que le Conseil n'avait pas l'intention de diriger son attention vers la négociation pour le personnel de soutien tant que celle avec le personnel enseignant n'était pas terminée. Je suis toutefois ici pour vous dire que même si le Conseil d'association d'employeurs sous-estime et ignore le rôle du personnel de soutien dans nos écoles, *ce n'est pas le cas de notre syndicat*. Nos membres du personnel de soutien font partie intégrante de leurs lieux de travail et font partie intégrante de notre Fédération. Ils ont pris pleinement part à notre soutien collectif amélioré pour le personnel enseignant et enseignant suppléant sur le piquet de grève au printemps et nous ne laisserons pas le Conseil d'association d'employeurs les écarter sans rien dire. Quatre dates de négociation sont maintenant prévues : le 28 août et les 23, 24 et 25 septembre. Nous parlerons davantage de la stratégie plus tard en matinée dans la séance plénière.

Il ne faut pas se leurrer : même si nous sommes arrivés à une entente de principe pour le personnel enseignant/enseignant suppléant, la lutte se poursuit. Même après avoir conclu une entente négociée pour le personnel de soutien, et nous y parviendrons, cette lutte ne sera pas finie. Et nous tous, chacun d'entre nous qui travaillons pour un conseil scolaire de la province, nous nous retrouvons *tous* dans une lutte très sérieuse au nom de l'éducation publique avec un Conseil d'association d'employeurs et une association des conseils scolaires publics qui sont

décidés à s'attaquer à nos conditions de travail, à sabrer nos conventions collectives et à amoindrir l'éducation publique en Ontario. Cette lutte ne s'est pas terminée lorsque nous avons conclu une entente pour le personnel enseignant et elle ne s'arrêtera pas non plus lorsque nous aurons une entente pour le personnel de soutien. Il est de notre devoir de poursuivre, pas simplement pour chacun de nous et pas simplement pour ceux qui nous ont précédés au sein de la Fédération, mais pour nos élèves et pour leurs parents qui veulent uniquement que leurs enfants réussissent... il est de notre devoir envers tous de maintenir cette lutte jusqu'à ce les menaces qui se présentent à nous aujourd'hui, et le raisonnement qui l'accompagne, soient des vestiges du passé.

J'aimerais prendre une minute pour parler d'autre chose qui doit faire partie des vestiges du passé. Il s'appelle Stephen Harper. Je l'ai déjà dit à plusieurs reprises : à notre assemblée annuelle, à notre conférence du CCAP et ailleurs, donc cela n'a rien de nouveau, mais nous ne pouvons pas rester les bras croisés pendant les élections fédérales. Nous ne pouvons ignorer plus longtemps les attaques du gouvernement Harper contre les syndicats, contre les travailleurs et contre le tissu social du Canada.

Le mépris de Stephen Harper pour les syndicats, pour les travailleurs et pour la libre négociation collective s'est répété maintes et maintes fois depuis son arrivée au pouvoir. Son gouvernement saisit toutes les occasions pour se ranger aux côtés des employeurs et forcer le retour au travail des grévistes partout où c'est de son ressort, qu'il s'agisse de Postes Canada ou d'Air Canada ou des chemins de fer.

Le Projet de loi C-377, qui exige que les syndicats se conforment à des niveaux de divulgation qu'aucun autre type d'organisation au pays n'est tenu de respecter, est l'un des textes de loi les plus absurdes et trompeurs que nous n'avons jamais vu. Cela en dit long sur l'ampleur des supercheries que ce gouvernement est disposé à prendre pour sombrer. Mais si les Conservateurs sont réélus, je ne doute pas qu'on se souviendra du Projet de loi C-377 comme n'étant que la pointe de l'iceberg, car Stephen Harper est déterminé à tout faire pour détruire le mouvement syndical au Canada.

Mais sa haine des syndicats est loin d'être la seule raison de se débarrasser de Stephen Harper. Il a dirigé le gouvernement le plus sournois et sans scrupules de l'histoire du Canada.

- Il est le seul premier ministre à avoir été reconnu coupable d'outrages au Parlement
- Il a muselé les fonctionnaires, en particulier les scientifiques d'Environnement Canada concernant les changements climatiques
- Les appels automatisés frauduleux ont détourné les électeurs non conservateurs vers le mauvais bureau de scrutin
- Son ancien secrétaire parlementaire a été condamné à la prison pour violation des lois électorales
- Son gouvernement n'a jamais cessé de mentir sur le coût réel des avions de combat F-35
- Et, bien sûr, le camouflage Mike Duffy/Nigel Wright, maintenant devant les tribunaux.

La liste n'en finit plus. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour remplacer le régime politique Harper par un nouveau gouvernement avec de nouvelles priorités... des priorités comme des soins de santé fiables, des services de garde abordables, de bons emplois et la sécurité de la retraite. C'est pourquoi je me joindrai à Hassan Yussuff, président du CTC et

à d'autres dirigeants syndicaux provinciaux et nationaux pour une série de sollicitations de porte-à-porte dans les circonscriptions clés de la province. Samedi prochain, le 29 août, je serai avec notre frère Hassan pour du porte-à-porte à Toronto et le lendemain, le dimanche 30 août, je ferai de la sollicitation à Hamilton. Toutes nos présidences qui habitent ces circonscriptions ou à proximité recevront dans les prochains jours des détails concernant les sollicitations. Encouragez vos membres à participer. Encouragez-les à s'impliquer dans une campagne, dans la mesure du possible, et à tout le moins, rappelez-leur l'importance d'amener l'électorat à voter. Nous avons deux mois pour convaincre nos amis, collègues et voisins d'élire un nouveau gouvernement et nous ne pouvons tout simplement pas laisser passer cette occasion. Parce que si nous n'agissons pas et si nous permettons au gouvernement Harper de revenir une fois encore au pouvoir, nous allons payer les frais pour cette complaisance pendant des années et notre avenir en sera menacé.

Même si l'année qui s'achève a été difficile, je n'ai jamais été aussi fier de nos membres, de nos dirigeants locaux, de notre personnel et de mes collègues de l'Exécutif. Cette année nous a tous mis à l'épreuve; nous avons su relever jusqu'ici chaque défi et nous le ferons aussi pour les membres du personnel de soutien. Nous *concluons* une convention collective juste pour le personnel de soutien : une convention qui ne dévalorise pas notre travail ou qui ne réduit pas nos conditions de travail. Mais je dois dire encore une fois que je suis convaincu que cette lutte ne sera pas terminée, même lorsque toutes nos conventions auront été signées et ratifiées. L'état d'esprit auquel nous avons dû faire face à la table centrale de négociation ne disparaîtra pas. Que nous le voulions ou non, OPSBA a désormais un rôle à jouer dans la négociation centrale et aussi longtemps que cet organisme apporte la même attitude à la table, nous pouvons nous attendre à ce que tout ce pour quoi nous avons travaillé depuis des décennies soit attaqué chaque fois que nous nous asseyons pour négocier.

Il est arrivé au sein de notre Fédération que des mots comme « détermination » et « solidarité » apparaissent seulement lorsque la négociation allait mal et que des moyens de pression pointaient à l'horizon. Nous savons tous que nous faisons face à l'heure actuelle à l'une de ces situations. Mais ce qui est différent cette fois-ci, c'est que nous ne pourrions pas reléguer ces mots aux oubliettes lorsque les négociations seront enfin terminées. Nos membres de Durham, Rainbow et Peel, qui ont livré leurs combats locaux sur les piquets de grève au printemps, nous ont montré l'importance de croire en notre détermination et de marcher ensemble solidairement. Nos membres à l'Université Brock étaient également prêts à mener leur lutte sur le piquet de grève et, grâce à leur détermination et à leur solidarité, ils ont conclu par la négociation une convention collective juste la semaine dernière.

Le moment est venu pour nous tous, pour tous les dirigeants dans cette salle, de mettre tout en œuvre afin de veiller à ce que « détermination » et « solidarité » n'existent pas seulement dans le vocabulaire de chaque membre de ce syndicat, mais deviennent un mode de vie à mesure que nous avançons.

Au début de la présente ronde de négociation, nous n'aurions jamais pu prédire que la route aurait été si longue ou si difficile; nous avons rencontré des bosses et des nids de poule. Mais ces défis n'ont fait que renforcer notre détermination et notre solidarité et, ce que j'ai dit à la RAAP en mars, est tout aussi vrai aujourd'hui : « Nous avons débuté ensemble, nous continuerons ensemble et nous serons ensemble lorsque nous arriverons au bout du chemin. »